

Un journal catholique au XIX^e siècle : *l'Univers*

Le quotidien catholique qui domine l'histoire religieuse de la France au XIX^e siècle a été fort peu étudié par les historiens et les universitaires. Nous nous proposons, dans les quelques pages qui suivent, de donner les repères essentiels de son histoire, espérant qu'ils pourront susciter l'intérêt d'un jeune chercheur.

Deux hommes importants dans l'histoire du catholicisme français du siècle passé sont à l'origine du journal *l'Univers*. Si le second jouit d'une certaine notoriété (qui mériterait cependant des études plus approfondies), le premier reste un parfait inconnu hors du cercle restreint des spécialistes, alors qu'il est au cœur des principales initiatives de la rénovation catholique post-révolutionnaire.

Le premier de ces deux hommes s'appelle Emmanuel-Joseph Bailly. Né en 1794, il est d'abord professeur de philosophie au collège de Juilly et épouse Marie Sidonie Vrayet de Surcy. Plusieurs enfants naîtront de cette union chrétienne, parmi lesquels le père Vincent de Paul Bailly, religieux assomptionniste, fondateur (entre autres) de la maison d'édition Bonne Presse, du mensuel *le Pèlerin* et du quotidien *la Croix*.

En 1819, Emmanuel Bailly quitte l'enseignement, rejoint Paris et ouvre au numéro 7 de la rue Cassette une pension de famille catholique, dite « Pension Bailly », qui est également une « Maison des hautes études » où l'on reçoit les étudiants catholiques : Baudelaire, Ozanam, Melchior du Lac, d'Alzon et bien d'autres la fréquenteront. C'est sous l'impulsion et avec l'aide de Bailly qu'Ozanam y rassemblera la première conférence de Saint-Vincent de Paul.

Bailly lance ou soutient plusieurs revues, telles que *le Mémorial catholique*, *le Correspondant*, *la Revue européenne*, *l'Université catholique*.

En 1831, il fonde une imprimerie. Il en profite pour créer, le 15 janvier 1832, un journal semi-quotidien intitulé *la Tribune catholique*, dont le sous-titre, imprimé beaucoup plus gros que le titre, porte « Gazette du clergé ». Cette nouvelle tentative journalistique rencontre peu de succès puisque, sept mois plus tard, le journal ne compte que quelques centaines d'abonnés.

Mais la situation change à la fin de l'été 1833. Débarque alors sur le pavé de Paris un prêtre dont le nom va devenir célèbre dans l'érudition religieuse : l'abbé Jacques-Paul Migne, le futur éditeur des deux *Patrologies*.

L'abbé Migne est né le 5 septembre 1800 à Saint-Flour dans le Cantal, d'un ménage de petits commerçants. En 1817, le principal du collège de Saint-Flour, l'abbé Jean Salesses, nommé proviseur à Orléans, propose au jeune Jacques-Paul, ainsi qu'à une dizaine d'autres, de l'y suivre pour se préparer au sacerdoce. Après des études au séminaire d'Orléans, puis trois années de professorat au collège de Châteaudun, l'abbé Migne est ordonné prêtre en 1824.

L'évêque d'Orléans le nomme à Aillant-sur-Milleron, canton de Châtillon-sur-Loing, où il dessert trois paroisses. Ne pouvant supporter le climat, il est nommé après dix-huit mois curé d'Auxy puis, presque aussitôt, curé de Puiseaux, dans le Gâtinais. Il restera plusieurs années dans ce bourg frondeur et peu religieux.

Un incident survenu lors de la procession de la Fête-Dieu de 1831 va changer le cours de son existence. Le premier reposoir avait été décoré de drapeaux tricolores, malgré l'opposition du curé. L'abbé Migne ne s'y arrête pas, mais s'arrête aux deux suivants sans incident. Au dernier reposoir, une fenêtre s'ouvre et un drapeau tricolore paraît. Le curé quitte immédiatement les lieux et regagne l'église, laissant la procession se débâter dans le désordre. C'est un tollé parmi les libéraux et les républicains du village, et l'abbé Migne se voit accuser de manquer de sens civique.

Pour sa justification, il compose une brochure d'environ deux cents pages, intitulée *De la liberté, par un prêtre*. Mais l'évêque, Mgr de Beauregard, peu soucieux de soulever des polémiques quelques mois après une révolution fortement anticléricale, s'oppose à la publication. Cet incident permet au jeune prêtre de réfléchir sur la presse et l'édition. Contesté dans sa paroisse, se sentant à l'étroit dans le ministère ordinaire, il obtient son *exeat* (rédigé en termes élogieux) et part s'installer à Paris.

L'abbé Migne n'a ni ressources pécuniaires, ni protecteur puissant. Mais il possède une totale confiance en lui-même, un tempérament de lutteur jamais découragé, une imagination débordante et un sens aigu des affaires.

Le curé de Puiseaux avait été lecteur de *l'Avenir*, ce quotidien dirigé par Lamennais, qui avait cessé de paraître en 1831, puis avait été condamné en 1832 par le Saint-Siège. Or cette disparition avait laissé le champ libre à l'unique journal catholique survivant, le très gallican et très légitimiste *Ami de la religion et du roi*, dirigé depuis 1814 par Michel-Pierre Picot. Les catholiques formés à l'école du premier Lamennais, donc ultramontains et détachés des fidélités dynastiques, souffrent de ne pas posséder un organe religieux approprié à leurs idées. C'est à ce besoin qu'avait tenté de répondre Bailly avec sa *Tribune catholique*.

Dès septembre 1833, l'abbé Migne se lance dans le journalisme avec deux prospectus qu'il diffuse largement dans le public, après les avoir envoyés à tous les évêques. Dans le premier, il propose la fondation d'un quotidien destiné aux laïcs et intitulé *le Spectateur* : ce projet ne verra pas le jour. Dans le second, il envisage la création d'un journal destiné au clergé et appelé *l'Univers religieux*. Ce prospectus lui aurait amené 1 800 abonnés en trois semaines.

Ce coup de gong impressionne tellement le modeste Bailly que celui-ci propose de fondre *la Tribune catholique* dans *l'Univers religieux*. Ce qui est décidé le 30 octobre 1833, en sorte que, deux mois après son départ de Puiseaux, l'abbé Migne se trouve déjà à la tête d'un journal doté de collaborateurs, de locaux et d'une imprimerie.

Le premier numéro de *l'Univers religieux* paraît le dimanche 3 novembre 1833. Il se définit lui-même comme « politique,

philosophique, scientifique et littéraire ». Sous le titre, on trouve cet avis : « Le journal paraît tous les jours, hors le lendemain des dimanches et fêtes ; mais toutes mesures sont prises pour qu'il devienne totalement quotidien, si nos abonnés le désirent. Son épigraphe, dont il ne s'écartera jamais, est celle-ci : *Unité dans les choses certaines, liberté dans les douteuses, charité, vérité, impartialité dans toutes*. Il s'adresse autant aux gens du monde, à la jeunesse pensante et aux hommes de bonne foi de toutes les opinions qu'aux membres du clergé catholique français et étrangers ». Le 20 août 1834, à la demande de nombreux laïcs fréquentant les « cabinets de lecture », l'abbé Migne donne à son journal le titre sous lequel il entrera définitivement dans l'histoire : *l'Univers*.

Mais, après un départ prometteur, le journal plafonne rapidement. L'abbé Migne n'a pas véritablement l'âme d'un journaliste. Franc de parler, irascible, il se brouille avec Bailly à qui il reproche la médiocrité de son imprimerie. De son côté, Bailly est indigné de la mauvaise foi de l'abbé, par ailleurs mauvais payeur.

Dans son prospectus, l'abbé Migne avait annoncé une collaboration mirobolante. Or, de toutes les plumes prestigieuses promises avec fracas, les unes se taisent, d'autres n'envoient qu'une lettre de sympathie, et celles qui écrivent dans le journal le font de façon épisodique. En fait, composé à la diable par des rédacteurs plus ou moins bénévoles et divisés sur le plan idéologique, *l'Univers* satisfait peu de monde. Malgré un certain développement, dû en partie à sa combativité, il ne couvre pas ses frais et contracte des dettes. Si bien que le 28 avril 1835, pour tenter de remédier à la situation et trouver des fonds, une société est fondée dont Migne et Dufour de la Thuilerie (ancien receveur de l'enregistrement à Puisseaux, qui avait suivi Migne à Paris) sont les administrateurs.

En 1835, l'abbé Migne ajoute au titre de son journal la mention : *Gazette quotidienne des villes et des campagnes*. Bien entendu, en décembre, Pillet, propriétaire-fondateur du *Journal des villes et des campagnes*, l'attaque en justice pour contrefaçon et obtient que le titre usurpé soit supprimé.

Mais cette tentative ne suffit pas pour sortir *l'Univers* de sa triste situation. L'abbé Migne offre alors son journal à Lacordaire, qui ne l'accepte pas, puis propose ses actions pour cinq mille

francs à Bailly. Finalement, il jette l'éponge le 8 janvier 1836, cédant ses vingt-quatre actions au journal, lequel est pris en charge par une nouvelle société dont le directeur est Bailly.

A partir du moment où l'abbé Migne s'éloigne, le journal commence à prendre sa figure définitive. Il lui reste cependant à vivre près de quatre-vingts années d'une existence tourmentée et parfois chaotique.

En 1837 et plusieurs fois dans les années suivantes, le comte de Montalembert apporte des subsides à un journal qui survit très péniblement, grâce au dévouement quasi gratuit de certains rédacteurs, principalement de Melchior du Lac.

En 1838, un jeune journaliste récemment converti à la foi catholique écrit à *l'Univers* pour défendre son ancien protecteur politique, le maréchal Bugeaud. C'est en juin 1839 que cette nouvelle recrue rédige pour le journal son premier article et y fait sa première visite, accompagné de son frère : Louis et Eugène Vuillot entrent ainsi par la petite porte dans un quotidien auquel leur nom restera accolé.

En 1839, *l'Univers* absorbe le *Journal général de France* et en 1843 *l'Union* (fondé quelques années plus tôt par des légitimistes dans l'espoir... d'absorber *l'Univers*). Pendant ce temps, de nombreuses révolutions de palais agitent *l'Univers* et voient Louis Vuillot successivement rédacteur, rédacteur en chef adjoint, démissionnaire et démissionné, pour finalement devenir explicitement et définitivement rédacteur en chef vers 1844.

Ce dernier statut est, en particulier, le résultat de l'arrivée d'Eugène Taconet, lequel dirigeait un important commerce d'équipements militaires et met une partie de sa fortune à la disposition de *l'Univers*.

En 1846, l'abbé Migne fonde *La Voix de la vérité*, qu'il propose en 1857 pour 50 000 francs à Jules Gondou, ancien rédacteur à *l'Univers* désireux de créer un concurrent à ce dernier, sous le nom d'*Universel*. Mais ce projet ne peut aboutir et la scission fait long feu.

Cette même année 1857, Eugène Taconet devient l'unique possesseur de *l'Univers*, dont la propriété était jusque-là dispersée

et donc exposée à ce que nous appellerions aujourd'hui un « raid boursier ».

En 1860, *l'Univers* est supprimé par un décret du gouvernement impérial, pour avoir publié l'encyclique *Nullis certe* du pape Pie IX condamnant la politique italienne de Napoléon III. Eugène Taconet rachète alors *La Voix de la vérité* à l'abbé Migne et lui donne pour titre *le Monde*, reprenant ainsi le flambeau « catholique avant tout » de *l'Univers* et réembauchant ses anciens rédacteurs, mais en excluant les frères Veuillot (une condition posée par le gouvernement pour cette réparation).

Ce n'est qu'en 1867, à l'occasion de « l'Empire libéral », que Louis Veuillot, après le refus de Taconet de retransformer *le Monde* en *l'Univers*, recrée lui-même ce dernier titre, qu'il dirige jusqu'en 1880 (son ultime et très court article est un hommage au cardinal Pie qui venait de disparaître, article paru le 20 mai 1880). A partir de ce jour et jusqu'à sa mort, le 7 avril 1883, c'est pour Louis Veuillot le grand silence, en raison d'un affaiblissement progressif, tandis que son frère Eugène devient rédacteur en chef.

En 1892, *La Défense sociale et religieuse*, petite feuille créée en 1876 par Mgr Dupanloup (l'ennemi juré de Veuillot) est absorbée, ironie du sort, par *L'Univers*.

En 1893, lors du Ralliement voulu par Léon XIII et accepté par Eugène Veuillot, un nouveau quotidien est fondé par les soins de la sœur de Louis et d'Eugène, Élise Veuillot, sous la direction de deux anciens rédacteurs de *l'Univers*, Arthur Loth et Auguste Roussel. *La Vérité*, devenue en janvier 1900 *la Vérité française* à la suite d'un procès en usurpation de titre, portera haut le drapeau du catholicisme du *Syllabus*, dans la pure ligne de Louis Veuillot.

Pendant ce temps, *le Monde* continue sa carrière discrète, sinon poussive. En 1894, il est repris par l'abbé Paul Naudet, fondateur de l'hebdomadaire *La Justice sociale*, un prêtre républicain et libéral, voire moderniste, qui l'oriente vers la défense des « nouvelles orientations » de Léon XIII, mais ne réussit toutefois pas à le sortir de ses embarras financiers, en sorte que *Le Monde* est absorbé en 1897 par le vieil *Univers*.

La même mésaventure advient à *la Vérité française*, qui en 1907, à la demande de Rome, fusionne avec *l'Univers*.

Il s'agissait là des derniers soubresauts d'un journal vieillissant. En 1912, *l'Univers* est racheté par un groupe de catholiques proches de l'Action Française (notamment le célèbre bénédictin dom Besse), ce qui entraîne de nombreux départs de journalistes.

En 1914, comme pour une infinité d'autres périodiques et d'autres œuvres, la déclaration de guerre entraîne la suspension de la parution de *l'Univers*. En 1918, dom Besse le relance sous la forme d'un hebdomadaire. Miné par des dissensions internes, dans une recherche permanente de lecteurs et de capitaux, *l'Univers* devient rapidement un mensuel, puis s'éteint définitivement en 1920, l'année de la mort de dom Besse.

Le journal de Bailly et de l'abbé Migne, de Montalembert et de Veillot, de du Lac, de Loth et de Roussel, disparaissait de la scène après plus de quatre-vingts-cinq ans d'existence, riche toutefois de ses bons et loyaux services à la cause de l'Église et de la France chrétienne.